

Macron a réduit le nucléaire : on réactive nos centrales à charbon, en plein mois de septembre !!!

écrit par Christine Tasin | 20 septembre 2020



Centrale de charbon d'EDF à Cordemais, près de Nantes, en octobre 2018 (image d'illustration). Stéphane Mahé source Reuters.

24 de nos réacteurs nucléaires sur 56 sont actuellement à l'arrêt ! C'est un scandale, une erreur, une faute lourde. Les éoliennes, malgré leur coût phénoménal, ne produisent pas d'électricité, faute de vent... alors la France vient de réactiver ses vieilles centrales à charbon. Et comme elles ne suffisent pas, on importe notre électricité des centrales à charbon d'Allemagne ! Ils sont beaux les verts pastèque !

Réacteurs nucléaires à l'arrêt, éoliennes sans vent, la France recourt au charbon et à l'import

Avec un parc nucléaire affaibli par l'arrêt de 24 réacteurs et des centrales éoliennes guère productives faute de vent, la France s'est vue obligée de recourir au charbon et aux importations pour combler ses besoins en électricité. Sur les 56 réacteurs nucléaires français, 24 sont actuellement à l'arrêt, a relevé le 18 septembre Les Echos, évoquant des causes multiples dont la fermeture de la centrale de Fessenheim. Selon des données du gestionnaire du réseau de transport d'électricité RTE citées par le quotidien économique, la très faible disponibilité du parc de réacteurs nucléaires d'EDF, à laquelle s'ajoute une météo peu propice à la productivité des éoliennes, a poussé ces dernières semaines la France à allumer ses centrales à charbon. «Ce jeudi 17 septembre, elles fournissaient 2% du mix électrique national, soit 824 mégawatts, à la mi-journée», souligne le journal, évoquant un chiffre relativement bas à l'échelle de la consommation du pays. Il n'en demeure «pas moins marquant en plein mois de septembre, alors que les températures sont anormalement élevées et que les radiateurs ne sont pas encore allumés». Hausse des importations d'électricité depuis l'Allemagne Toujours selon Les Echos, même en ayant commencé à puiser prématurément dans l'énergie fossile à cette époque de l'année, la France n'aurait pas réussi à combler les besoins en électricité à l'échelle nationale. Dans ce contexte, le pays a globalement été importateur ces derniers jours. «Ces importations proviennent en grande partie d'Allemagne où la production d'électricité génère plus d'émissions de CO2 qu'en France. Ce contexte tire les prix de l'électricité à la hausse», relève l'article.

En savoir plus sur RT France : <https://francais.rt.com/france/78910-reacteurs-nucleaires-a-l-arret-eoliennes-sans-vent-la-france-fait-recourt-au-charbon-et-a-l-import>

En complément un reportage sur l'Allemagne, qui a renoncé au nucléaire... avec des conséquences catastrophiques pour l'indépendance énergétique, le coût de l'électricité et la pollution... Voilà ce qui menace la France par la volonté de Macron qui plie devant les écolos-dingos, mais pas seulement. Le but est évidemment de supprimer le nucléaire qui nous permet d'avoir une électricité peu chère afin d'obliger les Français à crever de froid et à se serrer la ceinture au nom d'une écologie punitive, castratrice et totalitaire.

Ces villages allemands menacés par les mines de charbon



REPORTAGE

Avec le report à 2038 de l'arrêt de la production d'électricité par charbon outre-Rhin, de nouveaux villages risquent d'être rayés de la carte pour permettre l'extension des mines. Leur survie dépendra de la rapidité de la transition.

A quatre-vingts ans, Marianne Kapelle a le sentiment d'avoir bataillé toute sa vie pour la sauvegarde de Proschim, son

village situé à 170 kilomètres au sud de Berlin, à proximité de la Pologne. Avant la chute du Mur, « la vente de lignite à l'Ouest était le meilleur moyen d'obtenir des devises », raconte-t-elle. « En 1983, on nous a annoncé que notre village y passerait bientôt, mais la réunification nous a donné un petit répit, beaucoup de mines et d'entreprises ayant alors fermé. Et puis, notre combat a repris de plus belle, car on nous a expliqué qu'il fallait de nouveau exporter du charbon », poursuit-elle.

Depuis le milieu des années 1980, l'extraction de lignite a eu raison de 136 villages, obligeant près de 120.000 personnes à abandonner leur maison, dont plus de 25.000 en Lusace. Dans cette région à cheval entre la Saxe et le Brandebourg, les mines de Jänschwalde, Nochten et Welzow-Süd n'ont cessé de gagner du terrain. Chaque année, 20 millions de tonnes de lignite sont extraites de cette dernière, immense paysage lunaire qui butte désormais sur Proschim

La mise en place, l'été dernier, par le gouvernement fédéral d'une [commission chargée de définir la feuille de route de l'arrêt de la production d'électricité à partir du charbon](#) a relancé les espoirs des 364 habitants du village. Jusqu'alors, leur cause semblait en effet perdue, car LEAG, l'un des grands producteurs d'énergie en Allemagne, a obtenu en 2014 du gouvernement du Brandebourg le droit de disposer de Proschim pour continuer de nourrir la « Pompe noire » (Schwarze Pumpe). C'est le nom de l'énorme centrale électrique du [tchèque EPH](#), dont les cheminées dégagent en permanence de géantes volutes blanches dans le ciel des environs.

Depuis, c'est la guerre entre les deux camps : pro Proschim et pro charbon. Les quelques salariés du groupe qui vivaient dans le village ont préféré déménager, certains jeunes ménages, lassés des tensions, ont aussi quitté les lieux. Quatre logements sont désormais inhabités. Une sortie accélérée du charbon, autour de 2030, aurait pu redonner l'avantage aux habitants, mais [en fixant à 2038 l'échéance](#), la commission

charbon a douché leurs espoirs. Et ceux de leur représentante au sein du groupe d'experts : le 25 janvier, l'élue CDU Hannelore Wodtke a été la seule au sein des 28 membres de la commission à voter contre le rapport final.

« Nous nous battons jusqu'au bout »

« Je voulais que ce document indique noir sur blanc, comme c'est le cas pour [la forêt de Hambach](#), que les habitants menacés en Lusace et dans la région du centre de l'Allemagne seraient épargnés. Cela n'a pas été le cas », regrette-t-elle. *« Cela ne change rien, nous nous battons jusqu'au bout pour défendre nos racines et notre culture »,* prévient de sa voix de stentor Günter Jurischka, 69 ans. L'élu CDU au conseil municipal de Wezlow, ville favorable aux projets de LEAG et à laquelle Proschim est rattachée, s'est installé dans le village quand il était enfant, après que la mine a englouti celui de ses parents, désormais, remplacé par un lac.

Attaché à son passé, Proschim veut aussi démontrer que la région peut vivre sans le charbon. A côté de l'ancien moulin du village, les bâtiments sont équipés de panneaux solaires et un hangar accueille les déchets et matières premières biodégradables du village pour produire du biogaz. Des éoliennes sont aussi installées à l'entrée du village, donnant le sentiment que Proschim marque la frontière entre deux mondes : celui de l'énergie carbonée et celui des énergies alternatives.

Un triptyque infernal

« Nous sommes énergétiquement autonomes : au total, nous disposons de 15 mégawatts d'énergie alternative, ce qui peut alimenter jusqu'à 15.000 foyers dans la région de la Lusace. A l'heure où l'on cherche à sortir du charbon, quelle serait la logique de détruire tout cela ? » s'interroge Günter Jurischka. Mais voilà, entre la théorie et la pratique, il y a un gouffre que la commission charbon a eu bien du mal à

réduire, sans fixer une date de sortie du minerai qui paraît bien lointaine à l'élu. Il s'agit en effet de combiner la volonté de réduire drastiquement les émissions de carbone avec celle d'assurer l'avenir économique des régions minières, tout en garantissant que l'énergie ne devienne pas trop chère.

Réduire drastiquement les émissions de carbone, assurer l'avenir économique des régions minières, tout en garantissant que l'énergie ne devienne pas trop chère : le triptyque infernal

Ce triptyque se révèle un [véritable casse-tête pour l'Allemagne](#) alors même que le charbon assure plus de 35 % de sa production électrique. La décision du pays de sortir du nucléaire dès 2022 ne fait que compliquer l'équation, car ces deux sources d'énergie fournissent actuellement près de 48 % de l'électricité consommée outre-Rhin. [La part des énergies renouvelables progresse](#) certes régulièrement, atteignant désormais près de 40 % de l'électricité consommée – le 1er janvier dernier, l'éolien et le solaire ont même couvert l'ensemble des besoins du pays – mais le pas à franchir pour que cette situation se reproduise tous les jours de l'année ressemble davantage à un bond de géant.

L'ombre des gilets jaunes

« Arrêter le charbon n'est pas qu'une question de volonté, nous avons un véritable problème technique, car les énergies alternatives ne sont pas toujours disponibles et on ne sait pas les stocker : comment fait-on, donc, quand il n'y a ni vent ni soleil ? », interroge Christine Herntier, membre de la commission charbon et maire de Spremberg, ville à proximité de Proschim. Et de rappeler que l'Allemagne est déjà l'un des pays dont l'électricité est la plus chère en Europe.

« [Les 'gilets jaunes'](#) ont démarré avec la hausse des prix de l'énergie en France, nous ne sommes pas à l'abri », prévient-elle alors que l'AfD ne cesse de gagner de nouveaux soutiens dans la région. Le sujet y est particulièrement explosif, de récents sondages promettant aux élections du 1er septembre prochain une montée en puissance de l'AfD dans le Brandebourg et en Saxe : le parti d'extrême droite pourrait y obtenir entre 20 % et 25 %. « C'est le seul parti qui soutient l'industrie du charbon », regrette Thoralf Schirmer, porte-parole de LEAG à Cottbus.

Dans son rapport, la commission charbon préconise d'accroître la production d'électricité à partir du gaz pour atténuer la flambée des prix, « mais c'est aussi une énergie fossile. Vaut-il importer le gaz de schiste polluant d'Amérique pour résoudre notre problème ? Ou bien importer de l'électricité de la Pologne qui ouvre une nouvelle mine de charbon à la frontière ? », s'interroge-t-elle.

Les politiques n'ont pas fait leur deuil du charbon

En l'absence de solution clairement identifiée, les autorités locales hésitent à lâcher la proie pour l'ombre. « Les politiques n'ont pas fait leur deuil du charbon. Parmi les projets qui doivent être financés par l'Etat pour assurer le changement structurel de la Lusace, une ribambelle concerne l'utilisation 'propre' du lignite ! » s'insurge Thomas Burchardt, porte-parole de Klinger Runde, une association de défense des villages menacés.

Les groupes miniers jouent la montre

De fait, malgré les promesses d'Angela Merkel et la préconisation de la commission charbon de verser 40 milliards d'euros aux régions minières pour développer de nouvelles infrastructures et de nouveaux emplois, Christine Herntier s'inquiète. « L'argent ne fait pas tout : les entreprises

préfèrent s'installer en Pologne, où les conditions financières qui leur sont faites sont bien meilleures. Après la chute du Mur, près de 30 % de la population est partie à l'Ouest. La moyenne d'âge à Spremberg avoisine 50 ans, et la disparition du charbon va pousser d'autres jeunes à partir », redoute-t-elle.

Le temps nécessaire pour s'adapter à la disparition de la seule industrie, qui reste ici depuis la réunification joue en faveur des sociétés minières. A 175 kilomètres à l'ouest de Proschim, dans la région minière du centre de l'Allemagne, près de Leipzig, Pödelwitz craint d'en faire aussi les frais. Ce village dominé par une église romane du XVe siècle, dont l'orgue fonctionne encore, recèle en effet 20 millions de tonnes de charbon dans son sous-sol.

Il n'a pas encore fait l'objet d'une cession à la Mibrag, la société qui exploite la mine à ciel ouvert de Schleenhain, un cratère de 80 mètres de profondeur à la périphérie du village. Mais cette autre filiale du tchèque EPH a acheté 70 % des maisons de Pödelwitz au cours des quatre dernières années avec la ferme intention d'obtenir bientôt le droit d'exploiter dès 2028 les sous-sols du village.

De nouveaux projets prometteurs

Les signes de la contestation sont visibles : des croix jaunes comme celles qui sont utilisées par les opposants au nucléaire sont installées à l'entrée du village silencieux et la gare désaffectée abrite régulièrement une grosse poignée d'activistes venus de la ZAD de la forêt d'Hambach. Mais sur les 130 habitants il y a six ans, Pödelwitz n'en compte plus que 26, qui cohabitent avec le garde de la Mibrag, logé sur place pour surveiller en permanence les maisons sans vie. Les magasins ont disparu et le toboggan et la balançoire au centre du village ne servent plus qu'à un trio d'enfants.

L'annonce récente par les énergéticiens Vattenfall et BayWa de

la construction, sans aucune subvention, de parcs photovoltaïques et éoliens à l'échelle industrielle en lieu et place des sites miniers de Lusace dope la résistance des villages. La région pourrait ainsi « être préservée en tant que poumon énergétique en Allemagne », a déclaré au « Handelsblatt » Claus Wattendrup, responsable de l'activité solaire et batteries de Vattenfall. « Nous partons du principe que des installations photovoltaïques et des éoliennes d'une capacité allant jusqu'à 40 gigawatts pourraient être installées en Lusace », a précisé Benedikt Ortmann, directeur de BayWa.

Si le monde politique ne fait rien pour nous, la logique économique s'en chargera bien avant 2038

Un tel montant correspondrait à la puissance installée de près de 40 centrales nucléaires. « Maintenir en exploitation des parcs éoliens et solaires de cette taille n'est pas anodin. Cela impliquerait des milliers d'emplois », a ajouté Claus Wattendrup. Un argument de choc, car il faudra bien reclasser les quelque 10.000 personnes qui travaillent encore dans les centrales à charbon de l'ex-RDA. Les offres d'emploi sont certes nombreuses dans l'industrie locale, mais les conditions de rémunération sont bien moins avantageuses que dans les mines. Chez LEAG, Thoralf Schirmer rappelle qu'un conducteur d'excavatrice peut gagner 3.500 euros net par mois, tandis qu'un apprenti peut recevoir 2.500 euros. « On ne remplace pas ces emplois par des magasins de bricolage ou de manucure », résume le patron du syndicat des mines et de la chimie IG-BCE Michael Vassiliadis.

Le temps de cette transition sera-t-il néanmoins compatible avec la survie des villages ? « La part des énergies renouvelables dans la production d'électricité ne va faire que s'accélérer et leur coût s'abaisser. Si le monde politique ne fait rien pour nous, la logique économique s'en chargera bien avant 2038 », veut croire Günter Jurischka.

Ninon Renaud (Envoyée spéciale en Saxe et dans le Brandebourg)

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/ces-villages-allemands-menaces-par-les-mines-de-charbon-961218>